

6° Le cas échéant, la signature d'un accord collectif en application des articles ***L. 1233-21*** et ***L. 1233-24-1***. Une copie de cet accord est alors jointe à la notification.

## D. 1233-5

Décret n°2017-1819 du 29 décembre 2017 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les informations et documents destinés aux représentants du personnel prévus à l'article ***L. 1233-48*** sont adressés par la voie dématérialisée simultanément au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

Les informations et documents destinés au comité social et économique central, en application de l'article ***L. 1233-51***, sont adressés par la voie dématérialisée au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du siège.

## R. 1233-6

Décret n°2013-554 du 27 juin 2013 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Dans les entreprises de moins de cinquante salariés, l'employeur communique au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi les modifications qui ont pu être apportées aux mesures prévues à l'article ***L. 1233-32*** ainsi qu'au calendrier de leur mise en œuvre.

## R. 1233-7

Décret n°2013-554 du 27 juin 2013 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En cas de procédure de sauvegarde, l'employeur ou l'administrateur transmet une copie du jugement mentionné à l'article ***L. 626-11 du code de commerce*** au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, l'employeur, l'administrateur ou le liquidateur transmet une copie du jugement de redressement ou de liquidation judiciaire au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

## R. 1233-9

Décret n°2017-1819 du 29 décembre 2017 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsqu'il n'existe pas de comité social et économique dans l'entreprise, les informations mentionnées à l'article ***L. 1233-31***, le plan de sauvegarde de l'emploi et les renseignements prévus au 1° de l'article ***R. 1233-6*** sont adressés par la voie dématérialisée au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi en même temps que la notification du projet de licenciement prévue à l'article ***L. 1233-46***.

## D. 1233-10

Décret n°2017-1819 du 29 décembre 2017 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En cas d'absence de comité social et économique, par suite d'une carence constatée dans les conditions prévues à l'article ***L. 2314-9***, l'employeur joint à la notification du projet de licenciement le procès-verbal de carence établi conformément à ces articles et l'adresse par la voie dématérialisée.

### Sous-section 4 : Intervention de l'autorité administrative

## D. 1233-11

Décret n°2013-554 du 27 juin 2013 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi adresse les pièces suivantes à l'employeur :

1° L'avis écrit mentionné à l'article ***L. 1233-56***, en cas de licenciement de dix salariés ou plus sur une même période de trente jours ;